

Lionel Canelon-Bonnemaison, Président de la Chambre d'agriculture du Gers, prend la parole



Lionel Canelon-Bonnemaison, Président de la Chambre d'agriculture du Gers, prend la parole

Répartition de l'enveloppe du premier ministre Lecornu pour la DNC

Lionel Canelon-Bonnemaison, Président de la Chambre d'agriculture du Gers, prend la parole :

"Nous avons eu une réunion à la préfecture ce mardi à 17h pour examiner les conditions d'éligibilité de la répartition d'une enveloppe misérable donnée par le gouvernement aux éleveurs du Gers pour calmer la colère agricole.

Autant vous dire que la réunion a été très compliquée pour les services de l'État car cette enveloppe est, non seulement misérable, mais ridicule compte-tenu de la conjoncture actuelle.

À peine après plus d'une heure de discussion, le GDS représenté par Damien Latapie et la Chambre d'agriculture du Gers représentée par Lionel Canelon ainsi que le syndicat de la Coordination rurale se sont levés et ont claqué la porte aux services de l'État : hors de question de participer pour choisir entre tel ou tel éleveur pour quelques miettes qui contribueraient à éteindre la colère agricole sur le terrain.

Une fois de plus, nous avons bien constaté que l'État et le gouvernement sont totalement à côté de la plaque.

Il est malheureux de voir qu'au bout de 15 jours de mobilisation, ils n'ont vraiment rien compris à la situation et à la détresse des éleveurs. À peine 500 000 € pour l'enveloppe gersoise, dont le département compte 67 000 bovins, soit un peu plus de 1 100 éleveurs.

Nous avons décidé de ne prioriser personne car tous les éleveurs sont impactés par la situation actuelle, que ce soit sur les marchés de l'export pour les brouillards ou sur les marchés locaux avec l'expédition de bovins vers l'abattoir qui sont devenus très compliqués avec la mise en place des zones réglementées.

Au final, cette enveloppe pour notre département ne représenterait que quelques euros par bovin, ce qui est totalement lunaire si on fait le calcul des pertes financières subies par nos éleveurs. La Chambre d'agriculture du Gers ne participera pas à la co-gestion de l'État ; si le gouvernement n'a rien compris à Paris, nous expliquerons localement à l'État ce qu'il en est.

Je tiens également à saluer tous les manifestants toujours présents sur les blocages et qui seront également présents durant les fêtes de fin d'année.

Tant que l'État n'aura pas compris ce qu'il se passe localement, il n'y aura pas de trêve. "